



18 NOVEMBRE 2021

Baromètre Bpifrance Le Lab et Rexecode : « Trésorerie, Investissement et Croissance des PME/TPE » au quatrième trimestre 2021 et focus d'actualité consacré aux difficultés de recrutement des PME / TPE.

Interrogées fin octobre, les TPE et PME font toujours part d'une situation de trésorerie favorable et d'intentions d'investissement solides :

- L'indicateur relatif à la situation actuelle de trésorerie reste à un point haut. Les TPE / PME se montrent toutefois un peu plus réservées qu'à la rentrée quant à l'évolution attendue de leur trésorerie durant les trois prochains mois, dans un contexte de hausse des prix des matières premières et de l'énergie et de retrait progressif des dispositifs publics. En outre, 8 % des PME / TPE ayant souscrit un Prêt Garanti par l'Etat craignent de ne pas être en mesure de le rembourser (+3 points par rapport à l'enquête précédente).
- Alors que les conditions d'accès au crédit restent très favorables, les intentions d'investissement demeurent importantes. 59 % des dirigeants ont investi ou comptent investir cette année, principalement pour remplacer ou moderniser les actifs existants. Elles répondent aussi et de plus en plus à des motivations environnementales (33 % des dirigeants).

Les contraintes de production ont clairement pris le pas sur les contraintes de demande :

- Les difficultés de recrutement sont de loin la principale préoccupation des dirigeants, vues comme un frein à la bonne marche de leur entreprise par 58 % d'entre eux. 79 % des PME / TPE ayant un besoin de recrutement estiment avoir été confrontées à des difficultés dans leur démarche et 51 % d'entre elles estiment que ces difficultés affectent d'ores et déjà le niveau de l'activité. Ces difficultés tiennent en premier lieu à l'absence pure et simple de candidats selon 70 % des dirigeants. Pour y remédier, les chefs d'entreprise adaptent majoritairement l'organisation générale de l'activité (55 % d'entre eux). 34 % d'entre eux sont néanmoins obligés de restreindre leur activité face à ces difficultés.
- Les coûts et les prix pèsent également de plus en plus, en relation avec des difficultés d'approvisionnement très répandues : 69 % des dirigeants répondants à notre enquête y sont confrontés et elles limitent l'activité de 58 % d'entre eux (15 % de façon sévère). 73 % des dirigeants estiment que ces contraintes d'approvisionnement se sont exacerbées au cours des trois derniers mois.

Erosion attendue de la trésorerie des PME / TPE et prévisions d'investissement au plus haut :

Trésorerie : La situation actuelle de trésorerie des PME / TPE reste jugée aussi favorable qu'au trimestre précédent. Toutefois, dans un contexte de hausse des prix des matières premières et de l'énergie, et alors que les dispositifs publics de soutien s'arrêtent progressivement, le solde d'opinion sur l'évolution de la trésorerie au cours des trois prochains mois se dégrade quelque peu.

Investissement : Les intentions d'investissement des PME / TPE se maintiennent à un niveau élevé. 59 % des dirigeants comptent investir cette année (+1 point sur le trimestre). Les dirigeants de PME / TPE restent bien plus nombreux à envisager une augmentation de leurs dépenses d'investissement (31 %) qu'un recul (23 %). Le renouvellement et la modernisation des équipements demeurent la destination principale de l'investissement. Viennent ensuite les motifs d'introduction de nouveaux produits ou services et l'extension de la capacité de production. Bien que stable sur le trimestre, le motif environnemental est celui qui a le plus gagné en importance par rapport à la période d'avant crise (+10 points).

Accès au crédit : Les conditions d'accès au crédit restent favorables, que ce soit à court ou moyen terme. La part de dirigeants de PME / TPE qui déclarent rencontrer des difficultés de financement de leur exploitation courante est stable depuis plusieurs mois au niveau bas de 13 %. La proportion des dirigeants signalant des difficultés de financement de leurs investissements baisse à 17 % (-3 points), proche du niveau d'avant crise.

Freins à la croissance : Les difficultés de recrutement restent la première préoccupation des dirigeants, citées par 58 % d'entre eux, une proportion plus élevée qu'avant-crise (53 % au T4 2019) et proche du pic atteint au T3 2019 (59 %). Les coûts et les prix trop élevés sont le frein qui marque la plus nette progression (cités par 28 % des dirigeants de PME / TPE, +7 points par rapport au trimestre précédent). Ce résultat est cohérent avec des tensions sur les approvisionnements qui s'exacerbent. 69 % des répondants se disent affectés par ce type de difficultés et 58 % déclarent qu'elles limitent déjà l'activité de leur entreprise (dont 15 % fortement). Elles se seraient en outre intensifiées depuis trois mois selon 73 % d'entre eux.

Focus trimestriel « Difficultés de recrutement des PME / TPE » :

73 % des PME / TPE répondantes ont souhaité recruter au cours des 12 derniers mois. Parmi elles, 79 % ont été confrontées à des difficultés dans leur démarche. C'est une proportion légèrement supérieure à celle relevée avant crise (76 % en mai 2019, dernière date à laquelle la question avait été posée). Ces difficultés affectent d'ores et déjà le développement de l'activité de 51 % d'entre elles et 38 % ont des craintes quant à leur impact à venir.

Les difficultés de recrutement concernent majoritairement des postes requérant un faible niveau de formation initiale. Ce résultat peut néanmoins être nuancé par le fait qu'il y a probablement plus de postes ouverts nécessitant un faible niveau de formation initiale. Un peu plus d'1/3 des postes à pourvoir sont vacants depuis plus de 6 mois, dont 12 % depuis plus d'un an.

Les raisons principales de ces difficultés sont l'absence de candidat (citée par 70 % des dirigeants de TPE/PME confrontées à des difficultés de recrutement), l'inadéquation des candidats avec le poste (manque de qualification, d'expérience ou faible adaptabilité perçue à l'entreprise notamment) et le salaire demandé (21 %).

Les entreprises répondraient à ces difficultés en modifiant leur organisation (55 % d'entre elles) ou encore en augmentant les salaires proposés (26 %). Néanmoins, 34 % d'entre elles seraient amenées à restreindre leur activité. Elles ne sont que peu à choisir d'investir dans l'automatisation des tâches en réponse à ces difficultés (8 %).

Focus trimestriel « Prêt Garanti par l'Etat » :

Parmi les PME / TPE ayant répondu à l'enquête et ayant souscrit un Prêt Garanti par l'État, 45 % l'ont utilisé en grande partie voire en totalité. En particulier, la part de celles déclarant avoir utilisé la quasi-totalité du prêt a sensiblement augmenté depuis fin août (34 % contre 28 %). Seuls 10 % comptent rembourser intégralement leur prêt cette année, 26 % tablent sur un remboursement partiel en 2021, et 55 % envisageant de l'amortir en totalité sur plusieurs années. En revanche, 8 % des entreprises craignent de ne pas être en mesure de le rembourser, une proportion en hausse de 3 points par rapport au trimestre précédent, et équivalente au niveau observé en début d'année.

Conditions de réalisation de l'enquête :

Afin de mieux connaître la situation des TPE et PME en matière de trésorerie, de projets d'investissement et d'accès au crédit, Bpifrance Le Lab et Rexecode ont noué un partenariat qui se décline dans un sondage trimestriel conduit auprès des chefs d'entreprise.

Cette quinzième édition publique du Baromètre trimestriel Bpifrance – Rexecode, dédié à la Trésorerie, l'Investissement et la Croissance des TPE et PME, a été réalisée entre le 18 et le 29 octobre 2021, sur la base d'un questionnaire diffusé par voie numérique auprès de 2 083 PME/TPE des secteurs marchands non agricoles, de 1 à 249 salariés et réalisant moins de 50 millions d'euros de chiffre d'affaires. Les réponses de 640 PME ont été traitées dans l'analyse récurrente et celles de 635 PME ont été traitées et redressées par taille d'effectif et secteur d'activité dans les interrogations thématiques et dans la question relative aux difficultés d'approvisionnement.

Le questionnaire comportait 10 questions autour des 3 axes : Trésorerie, délais de paiement, financement court terme/Investissement, financement de l'investissement/Freins à la croissance. Il était complété par des interrogations thématiques portant sur les difficultés de recrutement et le PGE.

Retrouvez l'intégralité de l'étude sur : lelab.bpifrance.fr/ et sur rexecode.fr

Contacts presse :

Bpifrance

Nathalie Police

Tél. : 01 41 79 95 26

nathalie.police@bpifrance.fr

Rexecode Vae Solis Communications

Camille Formentini

Tél : 01 53 92 80 00

camille.formentini@vae-solis.com

À propos de Bpifrance Le Lab

Bpifrance Le Lab est un laboratoire d'idées lancé en mars 2014 pour « faire le pont » entre le monde de la recherche et celui de l'entreprise. Le Lab est un « dérouteur » d'idées reçues pour Bpifrance et les dirigeants d'entreprise, de la start-up à l'ETI.

Bpifrance Le Lab décrypte les déterminants de la croissance et éclaire les chefs d'entreprise dans un monde de ruptures à la fois économiques, sociétales et environnementales, avec deux finalités :

- participer à l'amélioration des pratiques de financement et d'accompagnement de Bpifrance ;
- stimuler la réflexion stratégique des dirigeants et favoriser la croissance de leur entreprise.

Bpifrance Le Lab s'est doté de sa propre gouvernance, avec un Conseil d'orientation composé de 19 personnalités interdisciplinaires et présidé par Nicolas Dufourcq, directeur général de Bpifrance.

Suivez-nous sur Twitter : @BpifranceLeLab – @bpifrance – @BpifrancePresse – www.lelab.bpifrance.fr – www.bpifrance.fr

A propos de Rexecode

Rexecode : l'analyse économique au service des entreprises et du débat de politique économique.

Fondé en 1957, Rexecode est le premier centre de recherche macroéconomique français proche des entreprises. Son financement est assuré par ses 70 adhérents ou clients (entreprises, institutions financières, organisations professionnelles...) issus de secteurs et domaines variés, garantissant l'indépendance des analyses de Rexecode. L'équipe de Rexecode assure une double mission.

(1) Elle accompagne les entreprises dans la compréhension de leur environnement économique par la veille conjoncturelle et les prévisions macroéconomiques mondiales. (2) Elle participe activement au débat de politique économique en France, notamment sur les moyens de renforcer la croissance et la compétitivité du système productif.

Rexecode - 29, avenue Hoche, 75008 Paris – Tél. : +33 (0)1 89 20 89 - www.rexecode.fr